

*Question présentée par le député :*

*M. François Lefort*

*Date de dépôt : 1<sup>er</sup> juin 2017*

## **Question écrite urgente**

**Deux ans après le scandale de l'externalisation du recouvrement des HUG, qu'en est-il de la situation ?**

Le scandale du recouvrement du contentieux des HUG qui avait été externalisé avait les titres de la presse romande pendant plusieurs semaines à l'automne 2015.

Deux ans après, nous nous posons la question de savoir si l'Etat et les établissements publics autonomes ont modifié leurs procédures de recouvrement.

Les questions précises sont les suivantes :

- *L'Etat a-t-il recouru, en 2015, 2016 et 2017, à des sociétés de recouvrement en Suisse, pour recouvrer des créances impayées ?*
  - *Si oui, quelles sont les sociétés dont il a employé les services ?*
  - *Pour quel montant total ?*
- *L'aéroport a-t-il recouru, en 2015, 2016 et 2017, à des sociétés de recouvrement en Suisse, pour recouvrer des créances impayées ?*
  - *Si oui, quelles sont les sociétés dont il a employé les services ?*
  - *Pour quel montant total ?*
- *Les Transports publics genevois ont-ils recouru, en 2015, 2016 et 2017, à des sociétés de recouvrement en Suisse, pour recouvrer des créances impayées ?*
  - *Si oui, quelles sont les sociétés dont ils ont employé les services ?*
  - *Pour quel montant total ?*

- *Les Services industriels de Genève ont-ils recouru, en 2015, 2016 et 2017, à des sociétés de recouvrement en Suisse, pour recouvrer des créances impayées ?*
  - *Si oui, quelles sont les sociétés dont ils ont employé les services ?*
  - *Pour quel montant total ?*
- *Les Hôpitaux universitaires de Genève ont-ils recouru, en 2015, 2016 et 2017, à des sociétés de recouvrement en Suisse, pour recouvrer des créances impayées ?*
  - *Si oui, quelles sont les sociétés dont ils ont employé les services ?*
  - *Pour quel montant total ?*
- *Les Fondations immobilières de droit public ont-elles recouru, en 2015, 2016 et 2017, à des sociétés de recouvrement en Suisse, pour recouvrer des créances impayées ?*
  - *Si oui, quelles sont les sociétés dont elles ont employé les services ?*
  - *Pour quel montant total ?*

Que le Conseil d'Etat soit remercié pour la considération avec laquelle il accueillera et répondra aux questions précises de cette question écrite urgente.